

Ecrit par le 15 février 2026

Avignon et Carpentras parmi les 105 villes françaises accompagnées par SNCF immobilier



Avignon et Carpentras figurent dans les 105 villes françaises Action cœur de ville (ACV) engagées dans la réhabilitation de leur quartier de gare dans le cadre d'une convention signée en 2023 avec la SNCF. C'est ce que viennent de rappeler Henry Prévost, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Antoine de Rocquigny, directeur de SNCF Immobilier et Alain Resplandy-Bernard, directeur général de SNCF Gares & Connexions, à l'occasion du salon des maires de France qui s'achève actuellement à Paris.

Ce programme vise notamment à développer la création de pôles d'échanges multimodaux, l'installation de nouvelles activités dans les gares, la renaturation des abords de gare...

Outre les deux communes vauclusiennes les villes voisines d'Alès, Arles et Bagnols-sur-Cèze sont aussi concernées.

Créée en 2015, SNCF Immobilier gère 70% du patrimoine immobilier de la SNCF, hors gares et infrastructures ferroviaires, pour le compte des différentes SA du Groupe. Bâtiments industriels, ferroviaires, tertiaires ou sociaux... Ce parc représente près de 8 millions de mètres carrés répartis sur

Ecrit par le 15 février 2026

l'ensemble du territoire.

[Avec le nouveau parvis de la gare-centre, Avignon met en scène son entrée de ville](#)

L.G.

Maires de Vaucluse : « Notre crédibilité est contestée »



Avec 122 exposants, le salon des maires de Vaucluse 2025 affiche une fréquentation record. A cette occasion, le parc des expositions a aussi abrité la traditionnelle assemblée générales de l'Association des maires de Vaucluse. Entre incertitudes budgétaires liées à un contexte national hors-sol, réglementations de plus en plus ubuesques et pression grandissante de leurs

Ecrit par le 15 février 2026

administrés, les maires de Vaucluse entendent faire face malgré tout. Conscients d'être les premiers gardiens de la République.

« A l'heure où la question médiatique est de savoir s'il faut maintenir l'alcool à la buvette de l'Assemblée Nationale, nous demandons avec force une prise de conscience sur la situation de nos collectivités, priorise Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) lors de l'assemblée générale 2025 qui vient de se tenir au parc des expositions d'Avignon dans le cadre du Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics 2025 de Vaucluse. »

« Le système créé les conditions de son propre verrouillage, de son asphyxie. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

Très offensif, celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue poursuit : « Oui, localement nos parlementaires mesurent les difficultés rencontrées, les injonctions contradictoires, les objectifs inatteignables fixés à nos mairies. Oui, les services de l'Etat tentent de concilier au mieux la doxa nationale avec la situation réelle du territoire. Mais disons-le, le bon sens semble avoir quitté le système normatif. Pire, le système créé les conditions de son propre verrouillage, de son asphyxie. Individuellement, tout élu quel que soit son mandat, fait le même constat. Mais collectivement, l'inertie, le manque de courage, parfois même la démagogie président aux choix politiques. Face à cela, les maires se posent des questions personnelles sur la suite de leur engagement. Nos concitoyens qui deviennent de plus en plus exigeants, les réseaux sociaux devenus comptoir de café où le moindre pleutre a une audience, des médias nationaux et quelques fois régionaux et locaux préférant la sensation du fait divers aux sujets de réussite et d'espoir. Et pourtant, nous avons encore la flamme et portons l'ambition avec d'autres d'améliorer les choses. »



Ecrit par le 15 février 2026

De gauche à droite : le sénateur Jean-Baptiste Blanc, Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, Bénédicte Martin de la Région Sud, Joël Balandraud, vice-président de l'AMF, Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse et le sénateur Lucien Stanziona lors de l'inauguration du salon. Crédit : Echo du mardi

« Vous êtes les premiers visages de la République. »

Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse

« Vous êtes les premiers visages de la République, les piliers de la cohésion dans nos territoires », rappelle [Christian Mounier](#), vice-président du conseil départemental de Vaucluse, venu pour représenter sa présidente, Dominique Santoni, qui participait aux assises des départements de France 2025 se déroulant à Albi en même temps que le salon.

Aussi maire de Cheval Blanc, Christian Mounier a également tenu à rappeler en s'adressant aux élus présents : « qu'être maire, aujourd'hui, c'est être, chaque jour, au contact direct des habitants, au cœur de leurs attentes, leurs difficultés, et aussi de leurs espoirs. Permettez-moi donc de saluer votre inlassable engagement au service des Vauclusiens. Merci pour votre dévouement, pour votre persévérance, et pour votre sens du service public souvent exercé dans des conditions difficiles. »

Priorité à la santé mentale

En marge de cette assemblée générale 2025 des maires de Vaucluse, le président de la AMV a tenu à rappeler que le sujet de la santé mentale préoccupe fortement les élus du département.

« La santé mentale doit être une priorité pour notre pays », affirme Pierre Gonzalvez qui indique également « l'incompréhension des maires face au manque d'informations sur les suites d'une hospitalisation d'office. Nous sommes confrontés à des cas d'individus qui connaissent des troubles psychiatriques dont le suivi médical dépend souvent de leur propre volonté. L'accompagnement psychologique de l'enfant, la prise en charge de l'ado, permet de limiter le développement de pathologies psychiatriques problématiques. Les moyens nécessaires doivent impérativement être mobilisés. »

« Il a été acté que l'ARS informerait les maires des suites d'un certain nombre d'événements comme la non-confirmation d'une hospitalisation d'office ou, au contraire, la réintégration en hospitalisation complète », annonce le préfet de Vaucluse qui souhaite une transparence respectueuse du secret médical.

« On est train de fabriquer des collectivités pauvres. »

Joël Balandraud, vice-président de l'AMF

« L'incertitude est totale, réagit [Joël Balandraud](#), vice-président de l'AMF (Association des maires de France) et maire d'Evron en Mayenne. Dans ce bazar-là, ce sont les maires qui font le lien pour rassurer nos habitants. On l'a fait lors de la crise du Covid ou pendant celle des Gilets jaunes. On a su alors faire

Ecrit par le 15 février 2026

appel aux corps intermédiaires que l'on s'était un peu empressé d'oublier. »

« L'actualité, c'est aussi le budget, insiste le vice-président de l'AMF. La confiance permet d'agir et c'est ce que nous demandons aujourd'hui au gouvernement. Pourtant, il y a des éléments de défiance majeur comme la suppression de la taxe d'habitation qui constitue le péché originel pour l'ensemble des élus locaux toutes couleurs politiques confondues. Au moins, nos habitants savaient où leurs impôts allés. »

« Nous n'avons plus intérêt à accueillir de nouveaux habitants ou de nouvelles entreprises dans nos communes. »

Joël Balandraud, vice-président de l'AMF

Dénonçant l'usine à gaz mis en place par les gouvernements successifs, Joël Balandraud constate surtout que l'on a cassé les dynamiques d'investissement des collectivités locales : « Désormais, nous n'avons plus intérêt à accueillir de nouveaux habitants ou de nouvelles entreprises dans nos communes. Avant vous pouviez dire, cette entreprise entraîne quelques nuisances mais elle paye mon ATSEM (Agent territorial spécialisé des écoles maternelles), elle paye mon éducateur sportif, elle paye mon accueil à la mairie... Aujourd'hui, vous avez tout intérêt à ce que cela se fasse chez votre voisin. Si les élus locaux ne sont plus porteurs de cette dynamique économique, qui le sera ? Qui va défendre les équipements industriels majeurs sur le territoire quand on veut l'industrialiser à nouveau ? Nous sommes au bout d'un système qui n'a plus de sens. On est en train de fabriquer des collectivités pauvres. Ces dernières sont pourtant la source d'investissement majeure sur le territoire avec des projets actionnés par les communes, aidés par les départements, les régions et l'État. Mais l'impulsion, elle, est locale. Elle est faite par les élus locaux et dans un système de défiance et de non-confiance, nous n'irons plus. Cela va tout bloquer. »

« Notre département est très peu endetté, alors que notre pays l'est beaucoup plus. »

Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse

« C'est pour cela que malgré l'instabilité gouvernementale, vous avez toujours pu compter sur le soutien du Département », précise Christian Mounier en s'adressant aux nombreux maires présents lors de cette AG.

Et le vice-président du Conseil départemental de Vaucluse d'enfoncer le clou : « Notre département est très peu endetté, alors que notre pays l'est beaucoup plus. Cette politique de bonne gestion financière nous permet ainsi de continuer à investir facilement, à un rythme soutenu, soit plus de 120M€ par an jusqu'en 2028. Sur la période de 2023 à 2025, nous avons consacré 28,4M€ à la contractualisation et à l'investissement des communes. Pour la période de 2026 à 2029, nous allons sanctuariser ce montant de 28,4M€ au profit des projets des 151 communes de département car nous souhaitons maintenir un important niveau d'investissement partout dans notre département afin de soutenir notre économie, nos entreprises et notre secteur du BTP. Investir, c'est le fil rouge de notre mandat. »

Ecrit par le 15 février 2026

Vaucluse ingénierie plébiscité

Afin de souligner le soutien du Département aux communes de Vaucluse, Christian Mounier, vice-président du Conseil départemental a rappelé que l'appui n'est pas seulement financier mais aussi technique.

« Depuis l'année dernière, nous avons transformé [Vaucluse ingénierie](#) en agence technique départementale. Vous êtes très nombreux à nous avoir exprimé votre satisfaction et votre confiance en bénéficiant d'un tel outil qui vous permet de boucler un plan de financement, réaliser des études et rechercher les bons interlocuteurs. »

Au total, 101 communes et 3 intercommunalités ont adhéré à cet outil d'accompagnement des projets du Département de Vaucluse. Depuis, 63 projets de voiries ont été suivis et 90 projets d'aménagement sont aussi traités. « Les maires se sont très bien appropriés Vaucluse ingénierie, se félicite Christian Mounier. Ce bilan très positif démontre que le besoin est grand pour nos communes, notamment les petites. »

« La Région est une collectivité de terrain. »

Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Même volonté d'afficher son soutien aux maires locaux pour la Région Sud. « La Région est à vos côtés, martèle [Bénédicte Martin](#), vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur en charge de l'Agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir. Elle se veut un partenaire des territoires par ses compétences de plein exercice, que sont notamment les lycées et les transports régionaux. La région est présente tous les jours temps dans vos communes dans ce département. Mais ce qui fait aujourd'hui la marque de fabrique de la Région Sud, c'est la volonté politique de proximité de son président Renaud Muselier. Pour lui, ce n'est pas une institution lointaine 'tanquée' entre le Vieux port et la Joliette, mais une collectivité de terrain dont la mission est d'aller dans chaque coin de nos départements. D'y faire ruisseler l'action régionale dans chaque ville, dans chaque village afin d'impacter positivement la vie de nos concitoyens. Voilà ce que font les territoires et les élus locaux, ces élus qui sont trop souvent à portée de 'baffe' mais qui sont là quand il n'y a plus personne. »

« Régions, départements, blocs communales, nous sommes la colonne vertébrale de ce pays. »

Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur

« Dans un contexte d'instabilité politique, de posture indigne, de prétendue élite qui se délite, les territoires doivent être des pôles de stabilité, annonce l'élue vauclusienne à la région qui a aussi mis en avant les enjeux de l'eau et de l'agriculture lors de son intervention. Régions, départements, blocs communales, nous sommes la colonne vertébrale de ce pays. Celle qui tient la barre, à commencer par la barre budgétaire. Celle qui se substitue aux défaillances et à l'impératice de ceux qui nous gouvernent. Celle qui rassure aussi. Cela implique, et c'est le cas dans ce département, une solidarité forte entre nos

Ecrit par le 15 février 2026

collectivités pour agir ensemble et pour assurer cette stabilité dont nos concitoyens, nos entreprises, nos forces de sécurité, nos secours et nos agriculteurs ont tant besoin. L'exercice est pourtant difficile. Bien sûr, la Région est appelée comme toutes les collectivités à se serrer la ceinture. Mais elle le fait en s'efforçant de maintenir une capacité d'intervention auprès des communes rurales et des communes moyennes qui portent aussi des fortes charges de centralité. Elle essaie de répartir équitablement ses aides. En Vaucluse, 483 projets communaux ont été soutenus depuis 2016 par la région, pour un total de 35M€. C'est une somme injectée dans l'économie vauclusienne et dans la vie des communes qui investissent pour leurs administrées. La région, ce sont aussi 126M€ qui ont été contractualisés depuis 10 ans avec les intercommunalités vauclusiennes, dont 73M€ déjà votés.

« Je me demande quelle mouche a piqué le législateur. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

« Nous sommes dans un contexte des plus tendus en ce qui concerne la question des finances locales, confirme le président de l'AMV. Nous savons que la recherche de co-financements pour les projets ne sera pas des plus simples. L'incertitude demeure sur le montant des fonds d'Etat, Fond vert, DSIL... De plus, nos budgets sont tributaires d'éléments extérieurs. Le ralentissement immobilier génère deux conséquences : la baisse des DMTO (Droits de mutation à titre onéreux) avec la difficulté de programmer le montant dans les préparations budgétaires ainsi que la perception de la Taxe d'aménagement. »

Ecrit par le 15 février 2026



Dans les allées du salon. Crédit : Echo du mardi

Ecrit par le 15 février 2026



L'AMV sur le stand de Veolia. Crédit : Echo du mardi

« Sur cette Taxe d'aménagement, je me demande quelle mouche a piqué le législateur en 2021, s'interroge Pierre Gonzalvez. Cette réforme, issue de la loi de Finances 2021, entrée en vigueur le 1er septembre 2022, a profondément modifié les modalités de perception de cette taxe. Désormais, cette elle n'est plus exigible à la délivrance du permis de construire, mais uniquement après l'achèvement des travaux, sur déclaration du particulier. J'ai demandé aux maires du département de renseigner la situation de leur commune. 110 communes ont répondu sur les 149 adhérentes à notre association. En 2022, pour ces 110 communes : 2 917 permis délivrés, 8M€ de taxes d'Aménagement, en 2024, 2 427 permis pour 4,77M€ de TA. Jusqu'à octobre 2025 : 1 588 permis et 1,45M€ de TA. Le manque à gagner est grand pour nous. Il faut impérativement revenir sur cette loi. »

Vers une 'cabanisation' du Vaucluse ?

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, a tenu à alerter sur la multiplication des infractions d'urbanisme dans le département. « Nous sommes confrontés à des dérives, à la cabanisation dans nos campagnes, à la sédentarisation de gens du voyage sur des terrains agricoles, à des extensions voir des constructions de maisons sans permis. Nous procémons aux constatations et dressons les PV d'infractions aux règles d'urbanisme. »

L'élu regrette pourtant la non-avancée des sanctions qu'il explique notamment par le manque de moyens de la justice : « Le tribunal d'Avignon n'a que 4 audiences d'un jour par an au cours desquelles sont jugées les infractions d'urbanisme. En 2025, il n'y en a que 3. L'ordre du jour est déjà bloqué jusqu'en fin

Ecrit par le 15 février 2026

2027. Les petites et moyennes infractions sont ainsi, peu voire pas, appelées à une audience... »
 « Notre crédibilité sur les territoires est malmenée, poursuit-il. Pire que cela, elle est contestée par ceux qui devraient suivre les règles. Si une personne demande la pause d'un climatiseur dans une rue de l'Isle-sur-la-Sorgue, je dis non. Si la personne ne demande pas, je ne peux pas lui faire enlever ! »

« On ne peut pas concevoir de liberté individuelle si la sécurité n'est pas établie. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

Evoquant aussi les questions de sécurité, le président des maires de Vaucluse dresse un constat sévère : « le narcotrafic se propage dans nos plus petits villages. La société est tendue, plus violente, plus individualiste. »

« C'est un sujet majeur pour nos administrés, insiste-il. Des réponses fermes sont attendues et on ne peut pas concevoir de liberté individuelle si la sécurité n'est pas établie. Dans les quartiers populaires, aux abords des épiceries de nuit, dans nos centres-villes... Partout, les gens doivent pouvoir vivre paisiblement. Plus d'excuses, plus de compromis, plus de tolérance, voilà ce que souhaitent les élus de proximité que nous sommes. »

« La République doit être partout chez elle. »

Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse.

« Effectivement, l'emprise du narcotrafic dans ce département est un sujet majeur, confirme [Thierry Suquet](#), Préfet de Vaucluse. Il se joue des limites administratives qui sont les nôtres. Il descend des villes vers les campagnes. Aujourd'hui, aucun territoire ne peut se prétendre immuniser face à ce problème. Dans certains quartiers, on a une emprise qui est extrêmement forte avec des habitants qui vivent réellement sous la coupe d'un nouveau modèle socio-économique dans lequel les dealers prétendent organiser la solidarité et le soutien aux résidents. C'est évidemment une grossière supercherie parce que in fine, tout cela est toujours fondé sur une violence réelle, sur la terreur, sur l'Omerta. En réalité, ils imposent une prise en otage des habitants du quartier et contraignent à une forme de complicité avec le trafic. Cette situation est inacceptable. Il ne faut pas laisser le terrain libre. La République doit être partout chez elle et son premier représentant c'est le maire. »

Rappelant qu'en termes de sécurité, il avait fait de la lutte contre les narcotrafics, mais aussi contre les violences intrafamiliales et les cambriolages, sa priorité dans le Vaucluse explique le Préfet : « Nous avons multiplié les opérations. Nous prononçons des interdictions de paraître face aux dealers, face aux guetteurs et face à tous ceux qui s'associent au trafic. Dans ce cadre, nous avons procédé à 17 interdictions visant les trafiquants et les guetteurs qui leur interdisent de revenir sur les points de deal. On a déjà trois interpellations à la suite de réapparitions sur le terrain et une présentation devant les juges. Par ailleurs, il est inacceptable que des individus liés au narcotrafic bénéficient de la solidarité nationale, par exemple en occupant des logements sociaux. Depuis le début de l'année, on a six

Ecrit par le 15 février 2026

occupants de logements sociaux qui ont été expulsés en raison de leurs liens avec le narcotrafic. On a 7 dossiers en cours. Enfin, nous agissons contre les commerces qui servent à la couverture du narcotrafic. On a fermé deux épiceries pour des liens directs avec le narcotrafic. On en a fermé 71 en 2025, contre 51 l'année précédente, pour trouble à l'ordre public. »

Dans la foulée, le préfet a invité les maires à prendre contact avec ses services : « Que ce soit les interdictions de paraître, les expulsions de logements locatifs pour liens avec le narcotrafic, les fermetures de commerces, nous agissons sur la base des renseignements que vous nous fournissez qui sont exploités par les services en toute confidentialité et qui permettent d'intervenir avec la police administrative sans négliger le côté judiciaire qui va permettre de s'attaquer aux trafics. »

« Si on veut rester attractif, il faut qu'on soit capable de loger nos enfants et nos salariés. »

Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse.

Par ailleurs, Thierry Suquet, qui s'est réjouie d'enfin pouvoir assister à sa première AG des maires de Vaucluse (l'an dernier il avait obligé de se rendre en urgence à Paris à une réunion de tous les préfets avec le ministre de l'intérieur d'alors), a aussi souligné l'importance du logement.

« Le logement, c'est un défi. C'est bien de créer des emplois mais si on ne propose pas de logement aux salariés... Si on veut rester attractif, il faut qu'on soit capable de loger nos enfants et nos salariés. Notamment du logement social qui est d'abord destiné aux salariés de nos entreprises et à nos enfants qui, aujourd'hui, sont au collège, au lycée et à l'université. Pour relever ce défi, j'invite évidemment le Grand Delta habitat, comme les autres organismes de logement social, à mettre en œuvre ce dont on a besoin aujourd'hui, c'est-à-dire du logement social adapté dans les petites communes et dans les communes rurales qui répondent à des besoins locaux en négociant les conditions d'entrée des locataires pour répondre aux besoins des collectivités. A faire de la démolition et de la reconstruction dans les grands quartiers populaires où l'on a besoin de faire de la mixité sociale. »

Agrivoltaïque : ne pas servir de l'agriculture comme prétexte

« Un projet agrivoltaïque, c'est un projet qui est porté par un exploitant agricole qui a pour objectif de développer l'agriculture vauclusienne. Ce n'est pas un projet qui est porté par une entreprise énergétique qui se sert de l'agriculture comme prétexte », prévient Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse. Même si la tendance est à l'accélération des projets photovoltaïque, « ce développement ne doit pas se faire sans conditions, poursuit le 1^{er} représentant de l'Etat dans le département. Cet essor ne doit pas se faire au détriment de l'agriculture et de la biodiversité. L'Etat sera opposé à tout projet qui consommerait des terres agricoles ou des espaces naturels. Il faut prioriser les espaces déjà artificialisés. Nous pouvons le faire ensemble en utilisant les pouvoirs d'adaptation et de dérogation du Préfet. Pour cela, nous avons notamment mis en place un guichet unique à la DDT (Direction départementale des territoires) de Vaucluse. »

« Nous croulons sous poids de la norme. »

Ecrit par le 15 février 2026

Joël Balandraud, vice-président de l'AMF

« Nous croulons aussi sous poids de la norme, se plaint par ailleurs Joël Balandraud, vice-président de l'AMF. Aujourd'hui, la norme coûte très, très cher. Un nouveau bâtiment administratif en 2025 c'est un surcoût terrible en matière d'investissements. Autre exemple, quand je restaure un statuaire dans une église, en fonction de l'ABF (Architecte des bâtiments de France) sur lequel vous tombez, qui pourtant applique exactement les mêmes textes, vous pouvez avoir un rapport de coûts de 1 à 3. Et là, je parle d'une restauration de statuaire comprise entre 5 000€ à 15 000€. Mais quand il s'agit de millions d'euros... Nous sommes accablés de décrets et de règlements supplémentaires qui renforcent tous ces tracas administratifs surtransposés par des hauts fonctionnaires qui interprètent la règle. Dans les mêmes administrations départementales ou régionales les doctrines ne sont pas constantes. Le poids de la norme est relativisé. Nous avons un grand espoir, c'est qu'un jour le préfet de département prenne tout cela sous sa coupe et fasse le tri de l'interprétation des textes par les uns et par les autres. Nous voulons plus de pouvoir local au préfet et aux élus locaux. Plus de confiance envers le local pour les administrations d'État, pour les communes et pour les maires. Cette demande de liberté est forte. Nous avons besoin de confiance pour se réengager. »

« Conservez la foi et continuez d'être engagé chaque jour. »

Pierre Gonzalvez

Garder le cap et tenir la barre

Enfin, alors qu'une partie des maires vauclusiens présents ne sera pas là l'année prochaine après les élections municipales de mars 2026, le président de l'AMV a émis en conclusion son souhait « que cette assemblée soit composée l'an prochain, d'élus dévoués, serviteurs de leur territoire, qui aiment le Vaucluse. Car face à l'adversité, je sais aussi que nombre d'entre vous conservez la foi et continuez d'être engagé chaque jour. Que malgré les difficultés, l'amour de vos territoires, des acteurs qui les animent et les font vivre, vous encouragent à poursuivre. Je veux donc vous remercier sincèrement pour avoir su garder le cap et tenir la barre. »

Laurent Garcia

Ecrit par le 15 février 2026



Les élus disparus

Lors de cette AG, Christian Gros, secrétaire général de l'AMV et maire de Monteux, a tenu à rendre hommage aux 24 élus vauclusiens décédés récemment. Après une minute de silence en leur honneur (voir photo ci-dessus), il les a tous cité :

- **Francis Matheron**, maire de juin 1995 à mars 2001 de **Saint-Martin-de-Castillon**.
- **Francis Farge**, élu en mars 1983, conseiller municipal puis maire de **Lioux** de 1985 à 2024, soit durant 39 ans.
- **Claudine Ghio**, ancienne conseillère municipale de **Saint-Martin-de-Castillon**.
- **Claude Pagès**, conseiller municipal dès 1989, puis adjoint au maire et maire de **Méthamis** de 2008 à 2020.
- **Gérard Sautel**, maire de **Visan** de 1989 à 2008.
- **Guy Aubert**, adjoint au maire de **Viens** de 2001 à 2014.
- **André Lambert**, adjoint au maire de **Violès** 1983 à 99, puis maire de 1989 à 1995.
- **Claude Cornutello**, adjointe au maire de **Saint-Didier**.
- **Roger Fenouil**, maire de **Rustrel** de 2008 à 2014.
- **Paul Pessemesse**, maire de **Sivergues** de 2001 à 2004.
- **Guy Morel**, maire de **Sérignan-du-Comtat**, de 1989 à 2001 et premier président de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence, de 1992 à 2001.
- **Jean-Raymond Peyre**, adjoint au maire de **Mérindol** de 2001 à 2008 et conseiller municipal de 2008 à 2014.
- **Liliane Chambarlhac**, adjoint au maire de **Châteauneuf-de-Gadagne**.

Ecrit par le 15 février 2026

- **Henri Copier**, adjoint au maire de **Violès** de 2008 à 2020 et conseiller municipal de 2001 à 2025.
- **Jean-Claude Begnis**, élu sous le mandat d'André Rey, de 1995 à 2001, puis sous le mandat de Michel Bayet et d'Anne-Marie Bardet, de 2008 à 2020. Il exerça les fonctions d'adjoint au maire de **Sarrians** durant son dernier mandat de 2014 à 2020.
- **Daniel Serra**, adjoint au maire d'**Aubignan** de 1983 à 2020.
- **Joseph Devaux**, premier adjoint au maire de **Sivergues** depuis 2008.
- **Claude Bergé-Laval**, maire de **Beaumont-de-Pertuis** de 1983 à 2014.
- **Henri Girard**, maire de **La Roque-Alric** de 1971 à 2008, c'est-à-dire durant 37 années, après avoir exercé un mandat de conseiller municipal de 1985 à 1971.
- **Mathieu Pellegrin**, conseiller municipal à **Saint-Martin-de-Castillon**.
- **Gilbert Guigue**, conseiller municipal de 1971 à 1983, et adjoint au maire de **Violès** de 1983 à 2001.
- **Jérôme Casalis**, premier adjoint au maire de **Caumont-sur-Durance** de 1995 à 2008 puis premier adjoint au maire de **Bonnieux** de 2008 à 2014 avant de devenir conseiller municipal jusqu'en 2025.
- **Maurice Giro**, maire honoraire de **Cavaillon**. Il a été conseiller général de 1988 à 2002, et maire de Cavaillon de 1992 à 2008. Également député de la deuxième circonscription de Vaucluse de 2002 à 2007.
- **Gaby Bézert**, maire honoraire de **Venasque**, adjoint de 1971 à 1980, et maire pendant 40 ans, de 1980 à 2020.

« Une pensée à chacun de ces serviteurs de la République », a rappelé Christian Gros avant de souhaiter la bienvenue à Bernard Le Dily, élu maire de Mormoiron en fin d'année dernière et 2024, et Joseph Saura, réélu maire d'Uchaux suite à l'élection municipale partielle de décembre dernier. Ce dernier ayant déjà été maire de 2008 à 2020.

Le salon des maires de Vaucluse en version XXL

Ecrit par le 15 février 2026



Pour la première fois le Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse se tiendra dans le grand hall A du parc des expositions à Avignon. De quoi accueillir plus de 120 exposant ainsi que près de 1 500 visiteurs lors de cette nouvelle édition.

« Nous sommes vraiment très satisfaits de l'évolution de ce congrès, qui à l'image de ce qui se fait au niveau national, accueille bien évidemment notre assemblée générale des maires mais propose aussi un salon à destination de l'ensemble de nos élus et des partenaires des collectivités locales, explique Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse). Aujourd'hui, ce salon est un vrai rendez-vous économique avec les forces civiques. Un événement, qui est très attendu par tout le monde. »

En effet, si beaucoup de maires étaient présents les années précédentes, ils étaient souvent peu accompagnés, souvent par le 1^{er} adjoint mais peu par les services administratifs et techniques.

« L'an dernier, nous avons pu observer que les délégations devenaient de plus en plus importantes, poursuit celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Pour nos collectivités c'est une chance d'avoir nos cadres ou nos agents venir au contact avec des acteurs économiques, sociaux et institutionnels du département. L'occasion pour les visiteurs, de plus en plus nombreux, de découvrir cet écosystème local

Ecrit par le 15 février 2026

présenté, offrant des opportunités d'avoir tous les clients potentiels ou les prospects dans une unité de temps et de lieu. »

Plus de 120 exposants attendus

« Après plusieurs années à Monteux, nous avons changé de braquets en passant au parc des expositions et d'années en années nous avons eu de plus en plus d'exposants », poursuit celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue.

Ainsi, d'une cinquantaine de stands il y a 4 ans, les organisateurs [d'AP Média](#) tablent sur plus de 120 exposants cette année (voir encadré en fin d'article) après les 80 de l'an dernier. C'est pour cela que trop à l'étroit dans les halls E et F, ce Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2025 va investir pour la première fois la moitié du grand hall A.

« L'an dernier, nous avons été un peu à l'étroit au vu de la fréquentation qui augmente chaque année », reconnaît [Benjamin Fievet](#), chef de projet chez AP Média.

Le Programme

8h15 : Ouverture du salon au public, café d'accueil offert servi sur les stands

9h0-11h : Assemblée générale de l'AMV 84 : Sur invitation et réservée au Maire ou son représentant.

9h30-10h : Présentation de la charte ATSEM, par le Centre De Gestion de la fonction territoriale de Vaucluse, sur l'espace Agora.

10h-10h30 : Présentation du réseau des secrétaires de mairie, par le Centre De Gestion de la fonction territoriale de Vaucluse, sur l'espace Agora.

11h : Inauguration du Salon.

12h30 : Cocktail déjeunatoire servi sur les stands.

13h30 : Signature de convention de partenariat entre Enedis et le SDIS de Vaucluse, sur l'espace Agora.

14h : Le SDIS au service des territoires, par le Colonel Christophe PAICHOUX, sur l'espace Agora.

14h30 - 16h : La parole aux Maires, sur l'espace Agora.

14h30 - 15h : Présentation de L'association « L'outil en Main » par Pierre GONZALVEZ, Président de l'AMV84 et Maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et Anthony ZILIO, Maire de Bollène.

15h - 15h30 : Retour d'expérience sur l'Obligation Légale de Débroussaillage et l'opération conduite pendant 3 ans avec l'ONF pour le débroussaillage complet d'une colline située au coeur du village, par Frédérique ANGELETTI, Maire de Vaugines.

15h30-16h : Présentation du Pôle Multi Activités réalisé par la commune de Caumont sur Durance, par Claude MOREL, Maire de Caumont sur Durance.

16h : La Communication Préélectorale, par l'Ordre des Avocats de Vaucluse, sur l'espace Agora.

16h30 : Fermeture du Salon.

Parole aux maires

[Côté programme](#) (voir ci-dessus), la journée s'articule autour de plusieurs temps forts. En premier lieu, l'AG annuelle des maires de Vaucluse

« La nouveauté cette année c'est qu'il y a vraiment une volonté de faire intervenir les maires afin qu'il s'adresse aux autres maires pour partager leurs solutions et leurs retours d'expérience », annonce Benjamin Fievet.

Des échanges qui prendront la forme de tables rondes intitulée 'La Parole aux maires' qui, cette année,

Ecrit par le 15 février 2026

auront pour thème notamment 'Le retour d'expérience sur l'obligation légale de débroussaillement', par Frédérique Angeletti, maire de Vaugines, 'La présentation du pôle multi activités réalisé par la commune de Caumont-Sur-Durance' par son maire Claude Morel, ainsi que la présentation de l'association 'L'outil en main' par Pierre Gonzalvez et Anthony Zilio, maire de Bollène.

« C'est un événement très attendu, insiste [Marie-Céline Guibaud](#), directrice production et communication d'AP Média qui organise 17 salons de ce type en 2025. Parce que c'est avant tout un moment de rencontre et d'échange pour les élus et leurs cadres qui, finalement, n'en ont pas forcément beaucoup dans l'année. Un moment où ils peuvent parler de leur expérience, de leurs problématiques, de leur succès ainsi que des projets qu'ils ont mis en œuvre et réalisés. »

[Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse](#). Jeudi 13 novembre. 8h15 à 16h30. Parc des expositions d'Avignon. Hall A.

La liste des exposants

Aménagement et construction

AGILIS

ANGELOTTI AMENAGEMENT

BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES

CARRIERES COPAT & COVAL

CFP84

CITEOS

COLAS

EIFFAGE ROUTE GRAND SUD

ENEAL

ENERGIS ENGINEERING

EUROVIA

ROBERT TP

FRAMATEQ

GARD'BOIS

GÉOMÈTRES-EXPERTS DE VAUCLUSE

GHM - ECLATEC

GROUPE BRAJA

GROUPE CITADIS SPL TERRITOIRE VAUCLUSE

GROUPE OMNIUM

GSE

CONFLUENCE

KAZUBA- Toilettes publiques

KOMPAN

LUMIERES DE FRANCE

NEOTRAVAUX

NEOSOLAR

PURPLE ALTERNATIVE SURFACE

Ecrit par le 15 février 2026

QUALI-CITÉ
 RAMBIER AMENAGEMENT
 SAS MAURIN
 SNEF
 SIGNATURE MEDITERRANEE
 SOBECA
 SOLS PROVENCE
 GROUPE SOLS
 SUDCO
 TALCO LR
 UNICEM SUD PACA CORSE

Banque, Assurance, Social et Santé

AARPI AD&M - AVOCATS
 CNAS
 FEDERATION ADMR DE VAUCLUSE
 GROUPAMA MEDITERRANEE
 MNFCT
 MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE
 SFHE / AVPSE

Culture, Loisirs et Tourisme

A.D.A.M.A.84
 ASS DES ANCIENS MAIRES ET ADJOINTS DU VSE
 ESPACE ENSEIGNE

Énergie et Climat

ADS DESIGN
 AKUO ENERGY
 ALBIOMA SOLAIRE FRANCE
 ALTE
 Agence Locale de la Transition Energétique
 BLACHERE ILLUMINATION
 BORALEX
 CEDER
 CNR
 CVE
 EDF
 EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES
 ENEDIS
 FALAIZE ENERGIES ALTERNATIVES
 GEOSYNERGIE
 GRDF

Ecrit par le 15 février 2026

H2AIR

HARGASSNER FRANCE ALPES

Q ENERGY

SYNDICAT D'ENERGIE VAUCLUSIEN

TOTALENERGIES

VEOLIA EAU

Environnement et Cadre de vie

COMMUNES FORESTIERES VAUCLUSE

CVALCYON

IDVERDE

INTERFEL - Fruits et légumes à l'école

PIETO - Sécurité des piétons

SUEZ

Institutionnels et cohésion territoriale

AGENCE DE L'EAU - Sauvons l'eau

ASSOCIATION DES MAIRES DE VAUCLUSE - AMV84

AVIGNON UNIVERSITE

BANQUE DES TERRITOIRES

CAF, CPAM et MSA - 80 ans de solidarité

CAPEB VAUCLUSE

CAUE DE VAUCLUSE

ADIL DE VAUCLUSE

CENTRE DE GESTION FTP 84

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VAUCLUSE

CHAMBRE DE METIERS & ARTISANAT PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

FEDERATION BTP 84

FEPEM

ORDRE DES AVOCATS - BARREAU D'AVIGNON

PREFECTURE DE VAUCLUSE-SERVICES DE L'ETAT

REGION SUD

MAISON DE LA REGION 84

SAFER PACA

SOLIHA VAUCLUSE

UGAP

VAUCLUSE INGENIERIE

VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITE

Médias

MIDI LIBRE - MIDI LEGALES

Numérique et Connectivité

Ecrit par le 15 février 2026

ADMISTRIA
 BOUYGUES TELECOM
 E-FICIENS
 ENETIK
 Cybersecurité - Infogérance - Cloud souverain
 ERM AUTOMATISMES ET IOT
 MY-ETECHNO
 GROUPE UNICOMM
 LOGIROAD
 MA COM'UNE
 MAIRISTEM
 ORANGE
 VAUCLUSE NUMERIQUE

Sécurité, Prévention et Protection

GENDARMERIE NATIONALE
 HIKVISION FRANCE
 INEO EQUANS
 LEASE PROTECT FRANCE
 MIDITRACAGE
 POLICE NATIONALE - DIPN DE VAUCLUSE
 SDIS 84 - Sapeurs-Pompiers
 SECURITE VOL FEU
 SNEF CONNECT

Transport et Mobilités

CAMPING-CAR PARK
 ELECTRIC 55 CHARGING
 GRM - VVO
 GROUPE IPPOLITO
 GROUPE LA POSTE
 PROVENCE COMPTAGE ROUTIER
 BET MOBILITE ET TRAFIC
 VOYAGES ARNAUD

Ecrit par le 15 février 2026

Salon des maires de Vaucluse : « Après les gilets jaunes, les écharpes tricolores ? »



Alors que l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse (AMV), et le salon des collectivités qui l'accompagne ont accueilli un millier de visiteurs, l'absence de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse convoqué à Paris par Bruno Retailleau avec l'ensemble de ses homologues de l'Hexagone pour une réunion avec le ministre de l'Intérieur, a été particulièrement mal perçue par les maires.

Beaucoup d'élus locaux et peu d'Etat, beaucoup de questions et peu de réponses, beaucoup de colère et peu d'écoute... tels pourraient être les maître-mots de la vision qu'ont nos maires de leur rapport avec un Etat 'parisien' qu'ils considèrent de plus en plus éloigné des territoires.

C'est Cécile Helle, maire d'Avignon qui a pris la parole pour accueillir tous les maires de Vaucluse pour [cette première de l'AMV \(Association des maires de Vaucluse\) au parc des expositions.](#)

Ecrit par le 15 février 2026

« D'habitude, nous nous réunissions à Monteux. C'est nouveau de nous retrouver à Châteaublanc, à quelques jours du Congrès des Maires à Paris. Cette année le thème est 'Les communes, heureusement!'. C'est une forme de reconnaissance pour la République décentralisée que sont nos villes et villages. Dans ces périodes d'incertitude, de crise, c'est une évidence pour les citoyens, une proximité. Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. Elles sont le premier des services publics, parfois le seul. Ce sont elles qui maintiennent les écoles, les équipements socio-culturels, le mouvement sportif, on l'a bien vu pour le passage de la flamme Olympique dans le Vaucluse le 19 juin. Elles sont un amortisseur social après la crise sanitaire, l'inflation, la flambée des prix de l'énergie, les citoyens se tournent vers les maires, c'est l'échelon le plus proche de leur protection, du renforcement du lien, du vivre ensemble. »



©AB/l'Echo du Mardi

Ecrit par le 15 février 2026

« Ce que nous voulons, c'est que les communes soient respectées, écoutées. »

Cécile Helle, maire d'Avignon

« On voit bien dans nos territoires que le changement climatique est une réalité, il frappe le monde agricole qui est un des piliers essentiels de l'économie du territoire. Nous avons aussi vu ces derniers jours chez nos voisins espagnols de Valence à quel point la Méditerranée est vulnérable », ajoute Cécile Helle, qui par ailleurs est géographe de formation.

« S'il n'y a pas de respect, de confiance, de soutien de la part de l'Etat, on verra, dans 5 ans, 10 ans, 20 ans à quel point la République sera fragilisée. Or là, nous n'avons aucune visibilité sur les budgets. Quel impact sur nos investissements, notre fonctionnement avec des ponctions de l'Etat de 5M€ sur les collectivités locales? Nous ne pouvons pas travailler sereinement quand on doit éponger le déficit de l'Etat dont nous ne sommes pas responsables. Nous ressentons un sentiment d'injustice alors que tous nos budgets, eux, sont en équilibre à l'euro près. »

Elle poursuit sa diatribe : « Pour Avignon, cela représente 3,6M€ sur les 150M€ de notre budget de fonctionnement. Que faire? Refermer la Médiathèque Renaud-Barrault de la Rocade que nous venons de rouvrir après l'avoir rénovée à grands frais, virer les 18 agents municipaux qui y travaillent avec les conséquences sur l'emploi et sur leurs familles que cela implique? Nous avions baissé le tarif des cantines scolaires, devons-nous y revenir? Tout ce que je demande c'est le respect et le soutien de l'Etat ».

« Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. »

Max Raspail, maire de Blauvac

Après Cécile Helle, c'est un autre maire qui prend la parole, celui de Monteux, Christian Gros, qui d'habitude accueillait jusqu'alors l'assemblée générale des maires de Vaucluse chez lui, au Château d'eau. En l'absence de Max Raspail souffrant, maire de Blauvac et conseiller départemental, il a lu sa lettre : « Ras-le-bol du traitement qui nous est infligé par certains comme si nous étions des délinquants. On demande un peu de respect, sinon on va aller à la pêche ou jouer à la pétanque. Le découragement frappe un maire sur deux. 450 d'entre eux démissionnent chaque année, sans parler des adjoints ou des élus municipaux et 55% des sortants ne comptent pas se représenter en 2026, lors des municipales, c'est dire si le mal et la morosité ambiante sont profonds. Est-ce que l'enjeu en vaut la chandelle ? »

« A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée. »

Christian Gros, maire de Monteux

Ecrit par le 15 février 2026

Christian Gros l'a ensuite martelé, comme chaque année : « A travers les maires, c'est la démocratie qui est menacée, nous portons notre mandat à bout de bras sans compter nos heures, avec passion et détermination. Que l'Etat protège ses élus locaux. Agressions physiques et morales, menaces, diffamation, harcèlement, pressions, il faut aller plus loin dans les sanctions ».

Il évoque ensuite le manque total de visibilité : « Gérer, c'est prévoir. Or aujourd'hui on est en plein brouillard avec les contraintes que nous impose l'Etat. Entre les coups de rabot, le grignotage de la TVA, la baisse des DMTO, la diminution des commandes dans le BTP, les plans sociaux qui vont se succéder avec leur cortège de licenciements, l'angoisse grimpe. La conjoncture géo-politique inquiète. Le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau parle d'extension de pouvoirs vers les polices municipales, c'est encore un transfert de charges supplémentaires pour nous. »



Christian Gros lors de la minute de silence en hommage aux élus disparus dont Marie-Josée Roig maire d'Avignon pendant 3 mandats, conseillère régionale, présidente du Grand Avignon, députée et ministre de Jacques Chirac. ©AB/l'Echo du Mardi

Christian Gros continue : « Le mieux comme le pire ne sont pas exclus. Bien sûr on sait gérer, on va le

Ecrit par le 15 février 2026

faire mais on va jouer sur la prudence, reporter des projets. N'étranglez pas nos communes. Certes il est normal de participer au redressement des finances de la France, mais qu'on arrête de nous tenir pour responsables de son déficit abyssal. On ne doit pas être la vache à lait de tous ».

Il conclut quand même sur une note plus douce : « Etre maire, c'est le plus beau de tous les mandats, mais c'est tout sauf un long fleuve tranquille. C'est une aventure humaine d'une grande richesse avec nombre de contradictions, mais nous avons tous la passion du service public chevillée au corps ».

« La colère gronde dans les campagnes. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV et maire de l'Isle-sur-la-Sorgue

C'est ensuite au président de l'association représentant 149 des 151 maires de Vaucluse (Orange et Le Pontet ne sont pas adhérents) de s'exprimer. Pierre Gonzalvez qui a salué son ex-complice à la tête de la présidence bicéphale avec Jean-François Lovisolo. « 2024 est une année particulière aussi bien pour le climat international que pour l'ambiance anxiogène. Et la France est une société qui clive au moment où la modération a du mal à se faire entendre. Que feront les maires en 2026, certains vont baisser les bras, ne pas se représenter, mais tous les autres ont une foi indéfectible dans leur mission au service des autres. »

Il continue : « Nous devons faire des économies, mais pour certains il faut que rien ne change côté dotations, subventions. On nous a parlé de simplification administrative, mais nous nageons entre PLU, ZAN, SCOT, SRADDET. Que des sigles et acronymes qui s'ajoutent les uns aux autres dans un jargon insupportable. Comment ré-industriliser sans terre disponible, comment construire des logements sociaux, des crèches, des écoles sans foncier disponible ? C'est une aberration totale : on paie chaque année des pénalités sans fin parce qu'on n'a pas la place d'édifier assez de HLM. Ou alors, certains aménageurs sans vergogne, rasent une maison au milieu d'un pré et construisent un immeuble qui bouche la vue des voisins qui se lancent dans une bataille juridique ».

Le maire de l'Isle-sur-la Sorgue évoque ensuite les problèmes de paysans qui cultivent lavande, cerise, ou vigne. « La colère gronde dans les campagnes. Ils n'ont pas été entendus depuis le Salon de l'Agriculture en mars dernier, ils vont repartir en tracteur vers les ronds-points et les préfectures. »

Ecrit par le 15 février 2026



©AB/l'Echo du Mardi

« Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. »

Pierre Gonzalvez

Autre souci auquel sont confrontés les maires : les déserts médicaux. « Les nouveaux arrivants, dans nos communes, ne comprennent pas qu'ils n'aient pas un médecin traitant, c'est encore à nous de prendre le problème à bras le corps avec des Maisons de Santé que certains salariant, comme le fait la présidente du Conseil départemental à Avignon, Apt, Cadenet et bientôt à Sorgues ».

La liste des soucis des maires, continue avec la sécurité : « Le maire n'est pas l'alpha et l'oméga de la sécurité. Ce que nous voulons, c'est un Etat fort, qui fasse appliquer la loi. Ce n'est pas notre rôle de nous substituer à lui. Certes, nous pouvons agir quand le trafic de drogue se diffuse chez nous à travers de pseudo-épiceries ouvertes toute la nuit qui provoquent embouteillages, bruits intempestifs et nuisances en tous genres pour ceux qui doivent se lever tôt le matin pour aller au travail. Mais on nous prend pour des empêcheurs de 'dealer en rond' et souvent des menaces sont proférées vers les policiers ».

Ecrit par le 15 février 2026

Le Département hausse le ton

Place à la présidente du Département de Vaucluse, Dominique Santoni. Elle avait déjà poussé un coup de gueule tonitruant lors de [la dernière séance plénière de l'exécutif](#) en disant que « Macron a cramé la caisse ». Cette fois, elle a martelé avec vigueur : « Paris ça suffit ! Nous nous efforçons de tenir la barre et de garder le cap. Depuis notre dernière AG, la dissolution n'a vraiment pas arrangé la situation. Et cela au moment même où les déficits de l'Etat ont explosé. Nous en avons assez d'un Etat central qui demande toujours plus aux collectivités locales en leur laissant toujours moins de moyens. Sans concertation et en ne s'appliquant pas à lui-même ce qu'il exige des autres. C'est une situation difficilement supportable et la liste est longue. Diminution de moitié de la DGF (Dotation globale de fonctionnement), perte partielle pour les communes et totale pour les départements de l'autonomie fiscale, transferts de compétences et de charges sans compensation financière, multiplication des normes et contraintes. Et voici, comme je l'ai déjà dit que l'Etat se retourne vers les collectivités locales pour renflouer ses caisses et son déficit. »

[Vaucluse : l'un des départements les plus pauvres de France va payer pour les riches](#)

Dominique Santoni continue : « Les départements sont les collectivités locales les plus ponctionnées dans ce projet de loi de finance, 2,2 milliards €, soit 44% de l'effort pour ses dépassements. Mes collègues présidents de conseils départementaux sont remontés et en colère comme jamais. Certains ont plein d'idées pour renflouer les caisses de l'Etat, comme vendre les préfectures ou les tribunaux, propriétés de nos départements. Je vous rassure, madame la secrétaire générale (Sabine Roussely qui représentait le préfet convoqué au ministère de l'Intérieur ce jeudi), nous n'en sommes pas là dans le Vaucluse... Pas encore. »

La Présidente, exprime une fois de plus son attachement aux maires « J'ai été maire comme vous. Je sais combien les exigences et impatiences des citoyens sont de plus en plus fortes, les contraintes et pesanteurs de plus en plus lourdes, les pressions et menaces se multiplient et je vous exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude et je reste à vos côtés comme partenaire au quotidien, vous pouvez compter sur ma présence. »

Message reçu à Matignon ?

Venu quelques jours plus tard assister à Angers aux assises des départements de France, Michel Barnier, le Premier ministre a promis de réduire significativement l'effort demandé aux conseils départementaux. Il a ainsi proposé « de réduire le taux de prélèvement prévu au titre du fonds de réserve », de relever le plafond des droits de mutation à titre onéreux (DMTO à hauteur de 0,5 points sur 3 ans ainsi que de renoncer -à minima- au caractère rétroactif de la baisse du taux de fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA). L'hôte de Matignon propose aussi d'étaler sur 4 ans, au lieu de 3, la hausse de cotisations des employeurs territoriaux à la caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et de rehausser les concours qui sont versés aux départements par la CNSA (Caisse

Ecrit par le 15 février 2026

nationale de solidarité pour l'autonomie).

Le département sort le chéquier pour les communes

Elle a évoqué 'Vaucluse Ingénierie' devenue agence technique du département. « 139 communes ont été accompagnées pour leurs projets. Dans le même esprit, nous proposons une enveloppe de 7M€ pour Vaucluse territoires de demain (2023-2026) et de 28,5M€ pour le contrat Vaucluse Ambition (2023-2025). »

Elle revient sur les efforts à faire pour réduire les investissements : « Il faudra trouver au minimum 15M€ mais je ne sais pas encore comment je vais boucler le budget. J'ai écrit au Premier ministre pour lui demander que le Vaucluse, au même titre que le Gard, l'Aude et l'Hérault soit exempté d'un prélèvement de 2% sur ses recettes mais je n'ai pas de réponse. Quoi qu'il arrive, je compte sanctuariser l'agriculture, l'aide aux communes, recruter des médecins généralistes, conduire nos grands chantiers (déviation d'Orange, Carrefour de Bonpas), valoriser les véloroutes. Et je le répète : le fonctionnement centralisé de notre pays où tout se décide à Paris, ça ne marche plus, il est à bout de souffle. Il est temps d'en changer, de bouger les choses. »

« Paris, ça suffit !

Il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. »

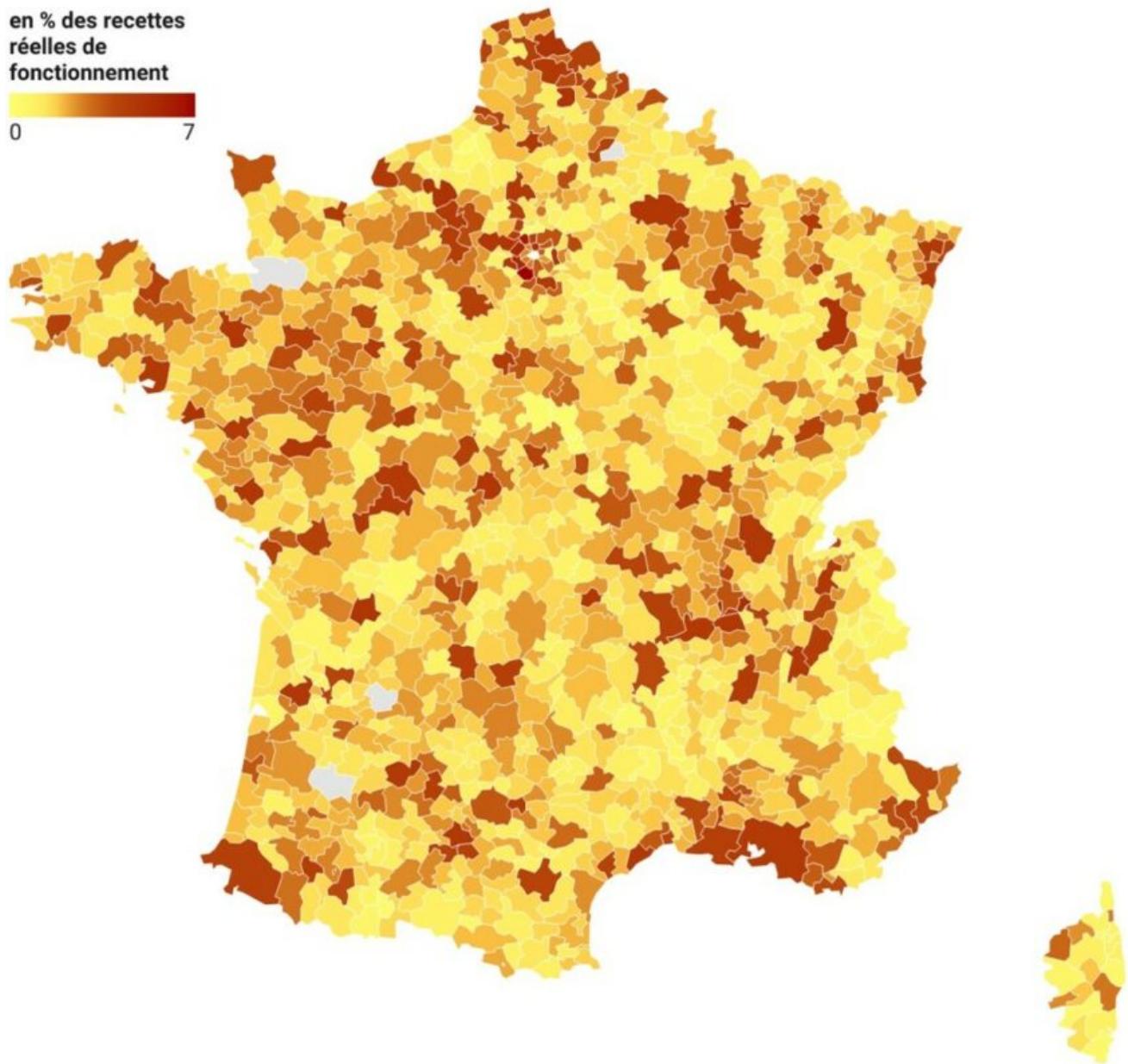
Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse

La présidente de l'exécutif vauclusien réclame alors plus de décentralisation. « Nous voyons bien qu'il faut donner plus de pouvoirs, de responsabilités, de libertés aux communes, aux départements et aux régions. Nous l'avons prouvé en luttant contre les déserts médicaux, en faisant revenir des allocataires du RSA dans le monde du travail, en construisant plus vite et davantage de logements sociaux, en installant la fibre et le haut-débit sur tous nos territoires, notamment ruraux grâce à Vaucluse Numérique. Pour cela nous devons jouir d'une véritable autonomie fiscale et financière. Nous attendons donc de l'Etat qu'il assume ses 3 grandes fonctions régaliennes : protéger, instruire et soigner. Mais décentralisation veut aussi dire simplification. Stop aux normes en tous genres, arrêtez ce cercle vicieux qui épouse et décourage toute initiative locale. Cela implique une déconcentration qui donne plus de pouvoir aux préfets et aux services de l'Etat. »

Ecrit par le 15 février 2026

Mise à contribution des collectivités au redressement des comptes publics

Montants estimés des mesures par intercommunalité (1,4 milliard d'euros)



* Les mesures d'impact présentées sont des estimations. Elles ont été réalisées à partir d'hypothèses, sur la base des informations disponibles (2023) à la date de rédaction. Elles pourront donc faire l'objet d'évolution et de réajustements.

Source: Intercommunalités de France • Crée avec Datawrapper

Ecrit par le 15 février 2026

Intercommunalités de France [vient de dévoiler une série de données et de cartes interactives inédites](#), présentant les impacts de l'ensemble des dispositifs prévus dans le projet de loi de finances (PLF 2025) intercommunalité par intercommunalité, et commune par commune.

Pour un acte III de la décentralisation

Dominique Santoni a alors lancé un appel 'transpartisan' à tous les élus locaux pour un « Acte III de la Décentralisation » en signant une pétition. « La situation financière de la France agit comme un électrochoc chez beaucoup de Français. Elle doit servir à réaliser des changements majeurs dans l'organisation de notre pays, il y faudra du courage et de la détermination ». Cette pétition sera envoyée au Premier ministre.

« A Bercy, ils nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'.

Excusez du peu, une paille, 60 milliards ?

Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? » »

Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Venu de Marseille, le président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Renaud Muselier, bien que macroniste, ne mâche pas ses mots : « Paris, ça suffit ! s'insurge-t-il lui aussi en reprenant la formule à Dominique Santoni. Surtout quand on entend qu'entre mars et juin dernier, le déficit s'est aggravé de 60 milliards supplémentaires. A Bercy, les Mozart de la Finance nous expliquent qu'ils savent compter et, ce sont leurs mots, 'Qu'il s'agit d'une petite erreur technique sur les rentrées financières'. Excusez du peu, une paille, 60 milliards ? Il n'y aurait pas un problème dans leur logiciel ? »

Le président de la Région Sud admet qu'on va tous être impactés, car si le budget n'est pas voté, il n'y a plus de gouvernement, d'Etat. « En Provence-Alpes Côte d'Azur, si l'arbitrage est confirmé cela représentera un plan minceur de -120M€, -10%. C'est colossal. Nous allons devoir faire des choix, supprimer les doublons, mais ne pas toucher à l'aide aux communes, au budget agricole, on ne fermera pas de lycées. On ressent un sentiment ambivalent. D'abord, un abandon de l'Etat, une forme d'abattement, on est exaspérés. Mais en même temps, on veut défendre notre territoire. Notre démocratie doit fonctionner de la meilleure des façons possibles, grâce à vous tous, merci pour votre détermination et votre combat » a-t-il conclu sous des applaudissements nourris.

L'Etat a du mal à être audible

Enfin, c'est la secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse qui a longuement pris la parole en dernier, pour faire la liste de l'action de l'Etat depuis novembre 2024 et l'arrivée d'un nouveau préfet qui a succédé à l'énergique Violaine Démaret. « Nous devons partager nos efforts de façon solidaire, il ne s'agit pas d'un désengagement de l'Etat » a-t-elle résumé. Et les maires qui ont demandé le micro pour s'exprimer, on tous déclaré qu'ils avaient demandé un rendez-vous au préfet depuis son arrivée de Mayotte en février dernier et qu'ils ne l'ont toujours pas rencontré.

Ecrit par le 15 février 2026



©AB/l'Echo du Mardi

Un rendez-vous plus grand et plus ambitieux pour les maires de Vaucluse



Ecrit par le 15 février 2026

Pour la nouvelle édition de son assemblée générale, l'AMV (Association des maires de Vaucluse) quitte Monteux pour rallier Avignon. Un changement qui va permettre de doubler le nombre d'exposants ainsi que d'ouvrir davantage l'événement aux collaborateurs des élus lors de ce '[Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2024](#)' qui se tiendra jeudi 14 novembre au parc des expositions.

« Au fil des ans, nous avons constaté qu'il y avait de plus en plus de personnes qui venaient à notre assemblée générale et au salon qui était proposé en parallèle, explique [Pierre Goncalvez](#), président de l'[AMV](#) (Association des maires de Vaucluse) aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue. Il y a d'abord eu les maires, puis des adjoints, des conseillers municipaux, des responsables de services administratifs et techniques des communes... C'est devenu un rendez-vous d'importance très attendu, qui constitue également désormais une base d'animation de nos équipes. »

« C'est la seule occasion réelle que l'on a de pouvoir échanger avec tous les élus de notre territoire. »

[Julien Merle](#), maire de Sérignan-du-Comtat

« Cela permet aux maires et aux élus de pouvoir échanger, complète [Julien Merle](#), maire de Sérignan-du-Comtat et président de la CCAOP (Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence). Car en fin de compte, c'est plutôt rare que nous ayons des moments comme cela. Des moments où nous pouvons partager des choses avec les élus et se poser afin de discuter entre nous. Nous nous voyons à l'intérieur des intercommunalités, mais rencontrer les élus de l'autre bout du département, que l'on croise parfois une fois par an, et voir les choses qu'ils peuvent faire. C'est vraiment la seule occasion réelle que l'on a de pouvoir échanger avec tous les élus de notre territoire. »

Un format plus grand et plus ambitieux

Une volonté de voir plus grand rendue possible par [AP Média](#), l'agence d'événementiel héraultaise, qui a en charge l'organisation de cette journée des maires de Vaucluse depuis 2022.

« L'année dernière, nous avons constaté combien nous étions désormais trop à l'étroit dans la salle des fêtes du château d'eau à Monteux, confirme le président de l'AMV. AP Média nous a alors proposé de rejoindre le parc des expositions à Avignon, puisque nous sommes sur un format bien plus grand et plus ambitieux. »

Il faut dire qu'AP Média ne parle pas dans l'inconnue. La structure organise déjà 18 salons de ce type, de Perpignan à Nice (dont ceux du Gard et des Bouches-du-Rhône) et jusqu'en Alsace. Et pour l'organisation de ce '[Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse](#)', c'est un local qui est à la manœuvre : le pontétien [Thierry Robin](#), directeur associé et développement au sein d'AP Média. « C'est vrai que pour moi qui habite ici, ce salon c'est un aboutissement », reconnaît ce dernier.

Par ailleurs, en 2016, à l'initiative du président du Grand Avignon d'alors, Jean-Marc Roubaud, AP média avait déjà investi le parc des expos de la cité des papes avec une manifestation équivalente qui avait rencontré un vrai succès avant de s'arrêter deux ans plus tard. Maintenant que l'organisateur et l'AMV

Ecrit par le 15 février 2026

sont au diapason, l'objectif est donc de gérer une crise de croissance.



De gauche à droite : Julien Merle, maire de Sérignan-du-Comtat et président de la CCAOP, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV (Association des maires de Vaucluse) aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue, Sandrine Raymond, maire de Saint-Pierre-de-Vassols et Thierry Robin, directeur associé et développement au sein d'AP Média.

« Il y a un véritable engouement pour ce salon. »

Thierry Robin, directeur associé et développement au sein d'AP Média

« Il y a un véritable engouement pour ce salon, assure Thierry Robin. Nous sommes passés de 40 exposants l'an dernier à quasiment 80 cette année et malgré cela nous avons refusé une vingtaine de sociétés » (voir liste des exposants en fin d'article).

Côté pratique, le déménagement au parc des expositions va faciliter le stationnement pour les visiteurs et les exposants. Ces derniers pourront aussi installer leur emplacement la veille.

« C'est vrai que pour nous, le parc c'est plus facile. Cela devrait nous permettre de franchir un pas »,

Ecrit par le 15 février 2026

reconnaît l'organisateur.

« Il faut conserver l'état d'esprit que nous avions à Monteux, rajoute pour sa part le président de l'AMV. C'est-à-dire que ce n'est pas une foire où on va courtiser l'élu. On est dans une logique de partenaire avec des échanges de qualité. »

« Il faut ce lien de convivialité, confirme Thierry Robin. C'est pour cela que nous avons aussi essayé de favoriser au maximum les exposants locaux. »

Au final, après les 700 participants de l'an dernier, cette édition 2024 'Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse' espère attirer un millier de visiteurs.

« On jongle en permanence avec nos budgets. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

L'occasion de parler des problématiques des maires

Cette assemblée générale et ce salon, où s'exprimeront notamment Véronique Pouzadoux, la secrétaire général adjoint de l'AMF (Association des maires de France), Dominique Santoni, la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Renaud Muselier, le président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et Thierry Suquet, préfet de Vaucluse, seront aussi l'occasion d'évoquer les problématiques actuelles des maires du département.

« D'année en année, la vision est de plus en plus restreinte et les perspectives ne sont pas faciles à imaginer, regrette Pierre Gonzalvez. On jongle en permanence avec nos budgets, c'est-à-dire que nous sommes aux limites de notre capacité, que ce soit en termes de fonctionnement, qu'en termes d'investissement. »

Et entre désengagement de l'État et déficits inconditionnels du pays, les maires ont de plus en plus de mal à se projeter dans l'avenir même s'ils ont conscience « que le pays ne peut pas continuer comme ça ».

Le programme du salon

□ 8h15 : Ouverture du salon au public, café d'accueil offert servi sur les stands. 9h - 12h30 : Assemblée Générale de l'AMV 84, en salle à l'étage.

□ 9h - Mot d'accueil de Cécile Helle, maire d'Avignon.

□ 9h15 - Présentation par les représentants de l'AMV 84 : rapport d'activités par Christian Gros, secrétaire général, puis rapport financier par Gilles Vève, trésorier. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels. Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2024 et affectation du résultat. Vote du budget 2025. Vote du taux de cotisation 2025. 9h45 du rapport moral par Pierre Gonzalvez, président.

□ 10h Intervention de Véronique Pouzadoux, secrétaire général adjoint de l'AMF (Association des maires de France).

Écrit par le 15 février 2026

- 10h15 Intervention de Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse.
- 10h30 Intervention de Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.
- 10h45 Intervention de Thierry Suquet, préfet de Vaucluse.
- Questions diverses.
- 12h30 : Inauguration du salon.
- 12h45 : Cocktail déjeunatoire servi sur les stands.
- 13h30 : Signature de convention entre Enedis et la FBTP Vaucluse sur le stand.
- 14h30 – 15h30 : 'Comment conduire des politiques publiques tout en appréhendant le risque ?' par le SNDGCT Vaucluse avec l'intervention de Maître Samuel Dyens, avocat au Barreau de Nîmes.

« Nous, les maires, nous devons toujours trouver le moyen de nous adapter. »

[Sandrine Raymond, maire de Saint-Pierre-de-Vassols](#)

« Nous, on va alerter sur le fait que freiner sur les collectivités, cela aura tout un effet en cascade, poursuit le président de l'AMV. Cet effet, il faut le mesurer afin d'évaluer si la décision ne va pas amener plus d'éléments négatifs que l'économie réalisée. Parce qu'on va avoir un impact pour toutes les entreprises de travaux publics dont 60 à 70% de la commande est effectuée par les collectivités territoriales. »

« Et comme nous avons plein de points d'interrogation, c'est de plus en plus compliqué de préparer un budget », explique Julien Merle, maire de Sérignan-du-Comtat. La solution : l'étalement en réalisant en 3 ans ce que vous aviez prévu de faire en 2 ans. Et parfois, il faut arbitrer en renonçant à certains projets.

« Il y a aussi le temps de l'administration qui peut paraître long pour nos concitoyens, constate [Sandrine Raymond](#), maire de Saint-Pierre-de-Vassols. Mais nous aussi, nous attendons même si on essaye d'accélérer les choses. On doit accepter de passer par des phases. Donc, forcément, nous n'avons pas toujours la même vision. Alors il faut être pédagogue pour pouvoir expliquer aux personnes et aux usagers qu'on a bien pris en compte leurs attentes même si cela ne va pas assez vite pour eux. C'est là où nous, les maires, nous devons toujours trouver le moyen de nous adapter. »

Laurent Garcia

['Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics de Vaucluse 2024'.](#) Jeudi 14 novembre. 8h15 à 15h30. Parc des expositions. Avignon. Entrée libre sur inscription. Parking gratuit à proximité. www.salondesmaires-vaucluse.fr

La liste par ordre alphabétique des 78 exposants de l'édition du salon de l'association des

Ecrit par le 15 février 2026

Maires de Vaucluse 2024

- 4M PROVENCE ROUTE
- ACTION LOGEMENT SERVICES
- AGENCE D'URBANISME RHONE AVIGNON VAUCLUSE
- AGENCE TECHNIQUE DEPARTEMENTALE VAUCLUSE INGENIERIE
- AGILIS
- AGIRC-ARRCO, RETRAITE COMPLEMENTAIRE DES SALARIES
- ANGELOTTI AMENAGEMENT
- GROUPE ANGELOTTI
- APY MEDITERRANEE AGENCE QUALI-CITÉ
- ASSOCIATION DES MAIRES DE VAUCLUSE AMV 84
- AVIGNON UNIVERSITÉ
- BANQUE DES TERRITOIRES
- BLACHERE ILLUMINATION
- BORIES ENVIRONNEMENT MOBILIERS ET MATERIELS URBAIN
- BOUYGUES ENERGIES ET SERVICES
- BOUYGUES TELECOM
- CDG FPT 84
- CFP84 CUISINIE FROID PROFESSIONNEL 84
- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE VAUCLUSE
- CHAMBRE DE METIERS ET ARTISANAT PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
- CITEOS AVIGNON VINCI ENERGIES
- CNAS L'ACTION SOCIALE
- COLAS
- COMMUNES FORESTIERES DE VAUCLUSE
- COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE-CNR
- CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE COLLECTIVITES PUBLIQUES DE PROXIMITÉ
- CREDIT MUTUEL
- EDF
- ENEDIS
- EUROVIA, ROBERT TP
- FEDERATION ADMR DE VAUCLUSE
- FEDERATION BTP84
- GENDARMERIE NATIONALE
- GEOMETRES-EXPERTS DE VAUCLUSE
- GHM-ECLATEC Eclairage AGORA mobilier urbain
- GRDF

Ecrit par le 15 février 2026

- GROUPAMA MEDITERRANEE
- GROUPE CITADIS SPL TERRITOIRE VAUCLUSE
- GROUPE ISOTEC INVEST ISOLEA/ISOLIS
- HERVE THERMIQUE
- IDVERDE
- INEO EQUANS
- IPSUMEDIA - SOLUTION DE COMMUNICATION DIGITALE
- ITELIA TELECOM
- KOMPAN
- LA POSTE
- LEASE PROTECT France
- LUMIERES DE FRANCE
- MA COM'UNE
- MIDITRACAGE
- MINERIS
- MNT, MUTUELLE NATIONALE TERRITORIALE, MUTUALITE FRANCAISE SUD
- NEOTRAVAUX, NEOSOLAR
- ORANGE
- OVERACT EUROPE
- PANNEAUPOCKET
- PIETO
- POLICE NATIONALE VAUCLUSE
- PREFECTURE DE VAUCLUSE, SERVICES DE L'ETAT EN VAUCLUSE
- RAMBIER AMENAGEMENT GROUPE IMMOBILIER
- REGION SUD
- RLB INDUSTRIE
- SDIS 84
- SIGNATURE MEDITERRANEE
- SNEF CONNECT
- SOBECA
- SOLIHA VAUCLUSE
- SOLS PROVENCE-GROUPE SOLS
- SUDCO MOBILIER URBAIN
- SUEZ

Ecrit par le 15 février 2026

- SYNDICAT D'ENERGIE VAUCLUSIEN
 - FONDS CHALEUR / PV / IRVE
 - TOTALENERGIES BIOGAZ France
 - UNICEM SUD PACA CORSE Carrières et matériaux
 - VALOREM
 - VAUCLUSE NUMERIQUE AXIONE
 - VAUCLUSE PROVENCE ATTRACTIVITÉ (VPA)
 - VEOLIA EAU
 - VOYAGES ARNAUD
-

Salon des maires 2024 : les candidatures pour les Prix de l'innovation territoriale sont ouvertes

Ecrit par le 15 février 2026



Les Prix de l'innovation du [Salon des Maires et des Collectivités locales](#) récompensent les solutions et les initiatives les plus novatrices en faveur des transformations économiques, écologiques et sociales menées dans les territoires. Il est d'ores et déjà possible de déposer sa candidature, et ce, jusqu'au 27 octobre.

En 2024, la participation aux Prix de l'innovation est ouverte à toutes les organisations partenaires des collectivités, qu'elles soient exposantes ou non sur le Salon des Maires et des Collectivités locales, qui aura lieu du 19 au 21 novembre prochain à Paris.

Organisé sous la présidence de Murielle Fabre, secrétaire générale de l'[Association des Maires de France](#), le concours des Prix de l'innovation vise à récompenser des solutions destinées aux collectivités locales ou encore des collaborations menées avec des collectivités. Les prix couvrent 8 catégories :

- La sobriété énergétique
- Les mobilités décarbonées
- L'aménagement, le logement, la rénovation, le recyclage urbain et l'habitat durable
- Le numérique en confiance

Ecrit par le 15 février 2026

- La planification écologique
- La solidarité et l'inclusion
- Le dynamisme et l'attractivité locale
- La sécurité (prévention et gestion des risques)

Cette année, tous les acteurs engagés dans l'action locale peuvent participer et candidater, qu'ils soient exposants ou non sur le salon : acteurs publics, privés ou relevant du monde associatif et de la société civile organisée. Chaque candidat peut soumettre trois projets innovants dans une ou plusieurs catégories. Pour candidater, il faut envoyer remplir [le dossier accessible en ligne](#) (un dossier par innovation). Les frais de participation s'élèvent à 540€, que ce soit pour un ou plusieurs dossiers. Les candidatures doivent être envoyées avant le 27 octobre 2024 à 23h59.

L'actualité des archis de Paca à Apt, Roussillon et Paris

Écrit par le 15 février 2026



Le 24 novembre, une quarantaine d'architectes s'est retrouvée à Apt puis à Roussillon dans le cadre du cycle de visites « Architecture et Bois » avec Fibois Sud.

Le 24 novembre, une quarantaine d'architectes s'est retrouvée à Apt pour découvrir [l'Espace Départemental des Solidarités](#), réalisation remarquable réalisée par l'architecte [Frédéric Nicolas \(Apache Architectes\)](#) et l'architecte associé [Philippe Mathieu \(PHM Architectes\)](#), un projet qui a été récompensé par [le Prix National de la Construction Bois 2023](#). Ils se sont ensuite rendus à Roussillon pour découvrir [le sentier des Ocres, réalisé par Hélène Bensoam \(Alep Paysages\)](#). Ces visites ont été organisées dans le cadre du cycle » [Visites Architecture et Bois](#) » grâce au partenariat entre l'Ordre des Architecte Paca et [Fibois Sud](#).

Ecrit par le 15 février 2026



Présentation de la filière forêt-bois

Florent Bigo, directeur de Fibois Sud, a ainsi présenté la filière forêt-bois régionale et ses enjeux. Cette journée était l'occasion de comprendre l'importance d'intégrer le bois aux projets architecturaux mais aussi d'identifier les points de vigilance et les spécificités d'un tel projet dans sa conception et dans son développement. Les discussions qui ont suivi la présentation ont alimenté la réflexion sur la manière d'inclure des matériaux bio sourcés dans des projets architecturaux de grande envergure.

En savoir plus

Espace des solidarités à Apt. Architectes : Frédéric Nicolas (APACHE Architectes), Philippe Mathieu (PHM Architectes)

[Lauréat de la catégorie « Bâtiment tertiaire » au Prix National de la Construction Bois 2023.](#)

Sentier des Ocres à Roussillon. Architecte : Hélène Bensoam (ALEP Paysages)

Ecrit par le 15 février 2026

Lauréat de la catégorie « Aménager l'extérieur » au Prix Régional de la Construction Bois 2023.



Aménagement du sentier des ocres de Roussillon Copyright Maggy Duceau

Salon des maires de Paris, les archis de Paca y étaient aussi

L'Ordre des Architectes PACA était présent au Salon des Maires 2023 -les 22 et 23 novembre derniers- à l'occasion d'une table ronde sur la construction régionale bois. Les professionnels ont ainsi pu rencontrer élus locaux, personnalités et experts engagés dans la vision des territoires.

Pour l'occasion,

l'Ordre des Architectes PACA a organisé une table ronde sur la construction bois régionale avec la participation de Fibois Sud et de Mathieu Pietri, 1er adjoint au maire de [Bouc Bel Air](#). Ce salon fût également l'occasion de rencontrer de nombreux maires de notre région.

Ecrit par le 15 février 2026

Rencontre avec des maires de Provence-Alpes-Côte d'Azur

«Mercredi 22, nous avons pu rencontrer de nombreux maires et adjoints de notre région et assister à un programme d'intervention riche, comme Monsieur David Lisnard, maire de [Cannes](#), Monsieur Jérôme Viaud, maire de [Grasse](#), Monsieur Yves Juhel, maire de [Menton](#), ou encore Monsieur Pierre-Marie Ganozzi, adjoint au maire de [Marseille](#).»



Moment de table ronde sur la construction bois régionale avec la participation de Fisbois Sud

Ecrit par le 15 février 2026

Enedis officialise son accompagnement de la Tour d'Aigues lors du salon des maires de Paris



Dans le cadre du salon des maires, qui s'est déroulé les 22, 23 et 24 novembre à Paris, Sébastien Quiminal, directeur d'Enedis dans le Vaucluse, et Jean-François Lovisolo, maire de la Tour d'Aigues, député de Vaucluse et vice-président de l'association des maires de Vaucluse (AMV), ont signé une convention sur la thématique de la transition écologique et en appui du dispositif « petites villes de demain ».

C'est un partenariat sur mesure qui va voir le jour, avec la signature de cette convention, conçue pour accompagner de façon durable la commune de la Tour d'Aigues sur la base de projets structurants. Une collaboration qui marque la volonté d'Enedis de soutenir et d'accompagner les collectivités dans leurs objectifs liés à la transition écologique pour plus de sobriété.

Cette convention vise, sur une durée de 3 ans, à favoriser le développement de la transition écologique. En effet, énergie et territoires sont plus que jamais au cœur des ambitions et des projets que portent les

Ecrit par le 15 février 2026

élus. De son côté, le réseau d'électricité s'adapte et les équipes Enedis innovent pour préserver un environnement de qualité aux habitants. Enedis a proposé à la commune de la Tour d'Aigues de l'accompagner dans ses projets et plus particulièrement dans les actions qu'elle porte dans le cadre du programme « [petites villes de demain](#) ».

Ce programme répond à plusieurs objectifs : partir des territoires et de leur projet pour apporter une réponse sur mesure, mobiliser davantage de moyens et rechercher des formes nouvelles d'intervention. Cette collaboration entre Enedis et la ville de la Tour d'Aigues est articulée autour de trois grandes thématiques :

- Une meilleure connaissance des consommations électriques du territoire pour mieux consommer et cibler les programmes d'action sur les zones les plus énergivores en évaluant leur efficacité ;
- La maîtrise de l'énergie dans le cadre des programmes de réhabilitation et d'aménagement urbain : pour connaître et analyser les consommations électriques du patrimoine communal, détecter les anomalies de fonctionnement de l'éclairage public grâce au compteur communicant depuis le site « mon éclairage public », pour accompagner le développement de l'autoconsommation (consommateurs, producteurs, autoconsommation collective...) ;
- Le développement de l'accessibilité et de la mobilité pour accompagner le déploiement des infrastructures de recharge de véhicules électriques, facilitant ainsi le passage des véhicules thermiques vers des transports individuels ou collectifs moins polluants.

« La collectivité aura ainsi la possibilité de maîtriser ses consommations et cibler les zones les plus énergivores » explique [Sébastien Quiminal](#), soucieux d'accompagner la ville dans la mise en œuvre de projets de réhabilitation et d'aménagement urbain. « La commune s'est inscrite dans une démarche de revitalisation du territoire, après avoir obtenu le label 'Petites villes de demain'. Il s'agit d'une aide à la décision qui permet de prioriser nos actions. Nous avons trouvé avec Enedis, un partenaire engagé pour accompagner nos projets innovants qui visent un double enjeu : d'une part, la modernisation des infrastructures communales et d'autre part, mettre en place des solutions environnementales durables », poursuit [Jean-François Lovisolo](#).

J.R.

Quand l'Association des maires de Vaucluse

Ecrit par le 15 février 2026

fait salon



L'Assemblée générale des maires de Vaucluse, c'est aussi le salon des élus locaux et des décideurs avec 35 stands d'exposants pour les aider à aménager durablement leurs communes

Cette année c'est [AP Media](#), société basée dans l'Hérault qui organise foires, salons et congrès, qui a mis sur pied pour la première fois cet évènement, une société qui fête ses 20 ans cette année. Elle a invité notamment la Fédération du bâtiment et des travaux publics, Véolia et sa gestion de l'eau, du recyclage et de la valorisation des déchets, Enedis, le gestionnaire du réseau de distribution de l'électricité, l'ADMR (aide- ménagère à domicile) du département pour le portage de repas chez les personnes âgées, le CAUE (Conseil en architecture, urbanisme et environnement), les Voyages Arnaud, spécialistes des transports en bus et autocars, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat Régionale, les banques comme le Crédit Agricole ou le Crédit Mutuel, La Poste et son directeur départemental, [Pierre-Hubert Martin](#), ils étaient tous là, au cœur de la salle des fêtes du Château d'Eau de Monteux pour informer les élus sur les services qu'il peuvent rendre à la population.

Ecrit par le 15 février 2026



Partenariat avec Orange et GRDF

La matinée a commencé sur le stand de l'opérateur Orange pour la signature d'un partenariat avec [l'Association des maires de Vaucluse](#) pour mobiliser les citoyens de Vaucluse au recyclage des mobiles. Il faut savoir que chaque année, le parc de portables est renouvelé à hauteur de 30% soit 20 millions de téléphones. En 10 ans, plus de 15 millions de mobiles ont été ainsi collectés et recyclés, ce qui crée de l'emploi. Chaque mairie de Vaucluse bénéficiera d'un lien de connexion qui permettra de commander des bornes de collecte. Pour faire le tri des mobiles ramassés une entreprise d'insertion ('Les ateliers du Bocage' dans les Deux-Sèvres) a traité 200 000 portables en 2019, les a remis en état, reconditionnés et revendus. L'intégralité des bénéfices a été reversée à Emmaüs International.

[« L'Etat est en mode solution »](#)

[Retrouvez ici notre article sur l'assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse](#)

De son côté, la commune de Monteux avec son maire Christian Gros, a renouvelé sa confiance à GRDF en signant un contrat de concession de distribution publique de gaz pour une nouvelle période de 30 ans à

Ecrit par le 15 février 2026

partir de janvier 2023. « Le réseau de gaz est un allié indispensable pour les projets de transition énergétique de la commune avec sa capacité de recevoir et de distribuer des gaz renouvelables que ce soit le biométhane aujourd’hui ou l’hydrogène demain » a déclaré [Philippe Réchiniac](#), directeur territorial de GRDF. Christian Gros a acquiescé : « Nous croyons aux gaz renouvelables notamment l’hydrogène vert qui d’ici 2024 sera même produit sur le territoire des Sorgues du Comtat ». A noter qu’il y a 52,1 km de réseau gaz à Monteux pour 1825 clients raccordés.



Un moment d'échange avec les entreprises

[GHM-Eclatec](#) aussi avait son stand, cette société basée au départ près de Colombey-les-Deux-Eglises conçoit des solutions d'éclairage public et de mobilier urbain depuis un siècle. Elle propose des luminaires dits 'intelligents', connectés, fiables, certifiés (Iso 9001, 14 001, 50 0001) fabriqués en France, qui détectent les pannes et consomment peu. Son délégué régional, [Yves Lestavel](#) insiste sur la fiabilité de ce matériel, de fonte et d'acier. « Nous avons 620 collaborateurs, 16 agences en Métropole et dans les DOM-TOM, en Guadeloupe, Martinique, Guyane, à Mayotte et à la Réunion.

Ecrit par le 15 février 2026



Lors du salon des maires, la Fédération du BTP84 a remis le prix de la transition écologique pour les aménagements réalisés dans le quartier de la Barbière (réaménagement des espaces de stationnement, nouveaux matériaux perméables pour la couverture des sols, permettant une meilleure infiltration de l'eau, davantage de nature dans le quartier...). © Facebook-Mairie d'Avignon

Présente aussi au cœur du Salon des Maires, [Agilis](#), une entreprise de travaux publics 100% vauclusienne née au Thor, il y a tout juste 20 ans. « Elle équipe, sécurise et entretient les routes et autoroutes » explique [Marion Pelletier](#). Elle compte désormais 460 agents et travaille aux côtés des grands comme

Ecrit par le 15 février 2026

Eiffage ou Vinci, gère la signalisation, monte des murs acoustiques, installe des glissières de sécurité, mais aussi revêtements pour pistes cyclables ou d'athlétisme, des équipements aéroportuaires. Elle offre toute une série de finitions - béton, innovantes, esthétiques, décoratives, durables. Du béton imprimé, poncé, drainant, sablé, incrusté, végétalisé ou scintillant. On en trouve par exemple sur le parvis de l'Hôtel de ville à Sorgues, à Bourg-de-Péage dans la Drôme, Espace Mistral, quartier l'Estaque à Marseille.

Inauguré par la préfète de Vaucluse Violaine Démaret, le président de la Région Sud, Renaud Muselier, la présidente du Conseil Départemental de Vaucluse Dominique Santoni, les deux présidents de l'Association des Maires, Jean-François Lovisolo et Pierre Gonzalvez en fin de matinée, ce salon a vu des centaines de maires, directeurs des services, ingénieurs des collectivités territoriales du département échanger et s'informer tout au long de la journée sur des solutions qui améliorent le quotidien et le vivre ensemble des vauclusiens.